

Grèce : Syriza se déchire sur l'accord en négociation à Bruxelles

mardi 23 juin 2015, par [POINSSOT Amélie](#) (Date de rédaction antérieure : 23 juin 2015).

Après cinq mois de négociations et sept réunions de l'Eurogroupe, l'accord qui se dessinait en début de semaine à Bruxelles atteste des nombreuses reculades du gouvernement grec. Plusieurs députés Syriza ont d'ores et déjà annoncé qu'ils voteraient contre, tandis que le centre et les socialistes misent sur un rapprochement avec le parti de Tsipras.

« Il n'est pas question que les propositions envoyées par le gouvernement passent par l'organe du parti. Un tel accord aboutirait à un mémorandum pire que les précédents. » L'attaque est venue du député d'Héraklion Yannis Micheloyannakis, lundi soir. Le parlementaire Syriza a annoncé de manière catégorique qu'il ne voterait pas le texte d'accord entre Athènes et ses créanciers qui doit être approuvé par le parlement. Il faut dire que le gouvernement Tsipras n'a cessé de reculer depuis son arrivée au pouvoir, en janvier. À l'exception de quelques lois pour affronter la crise humanitaire votées en avril, il est revenu sur l'ensemble des « lignes rouges » qu'il avait posées au départ des négociations. Les derniers points sur lesquels il restait ferme face à ses interlocuteurs du FMI et de l'Eurogroupe consistaient en un refus catégorique de toucher aux pensions de retraite et d'augmenter les impôts, TVA notamment.

Finalement, comme l'indiquait une source gouvernementale grecque ce lundi 22 juin au soir, l'exécutif Tsipras accepte de toucher indirectement aux retraites et fait une proposition alternative pour augmenter les rentrées fiscales : il s'engage à « *réduire progressivement dès 2016 les possibilités de départ en préretraite* », qui seront complètement supprimées à partir de 2025, et propose d'augmenter le taux de l'« impôt de solidarité » pour les tranches de revenu supérieures à 20 000 euros par an. Il crée même une nouvelle tranche pour cet impôt mis en place sous le gouvernement précédent : pour les revenus supérieurs à 500 000 euros par an, le taux de l'impôt de solidarité s'élèvera à 8 %. Enfin, le gouvernement propose d'augmenter l'impôt sur les entreprises (de 26 à 29 %) et d'ajouter un impôt exceptionnel de 12 % sur les profits des entreprises supérieurs à 500 000 euros par an.

Si le petit contribuable est épargné par les changements, il n'empêche : les réformes sur lesquelles semble s'engager le gouvernement grec restent des mesures de stricte austérité budgétaire. On ne parle ni relance, ni lutte contre le chômage, ni allègement fiscal pour les petits revenus lourdement plombés par cinq années de rigueur. Surtout, la feuille de route est en contradiction complète avec le programme sur lequel Syriza avait fait campagne, jusqu'aux élections du 25 janvier. Pas étonnant, dès lors, que le mécontentement gagne de plus en plus d'élus du parti de la gauche radicale. « *Ma position personnelle, c'est que ces mesures ne peuvent pas être votées* », a déclaré Alexis Mitropoulos, autre député Syriza, sur une chaîne de télévision grecque lundi soir.

Sans surprise, l'aile gauche du parti, qui a joué la loyauté à la ligne Tsipras pendant les premières semaines d'exercice du pouvoir et avait mis en sourdine ses thèses de sortie de la zone euro - même si elle avait déjà vivement exprimé son scepticisme face à la première mouture d'accord du 20 février - monte cette fois-ci au créneau. Dans un entretien au journal allemand *Die Zeit*, le député et

économiste Costas Lapavitsas, favorable depuis longtemps au retour à la drachme, a assuré qu'il fallait que la Grèce sorte de la zone euro pour que son économie reparte. L'accord en vue avec les créanciers ne fera pas du tout « *revenir la croissance* », selon lui. « *Comment pourrions-nous retourner dans nos circonscriptions et l'expliquer à nos électeurs si nous signons un tel accord ?* » s'interroge-t-il. Car l'écroulement d'un parti de centre-gauche, en Grèce, a un précédent. Artisan des programmes d'austérité depuis 2010, le PASOK (socialistes) est passé en quatre ans de près de 40 % à quelque 6 % des voix. Ses députés, pris à partie par leurs électeurs, ont progressivement limité leurs apparitions publiques dans le pays. Les députés Syriza ont bien conscience qu'en validant un accord qui ne s'écarte pas significativement du chemin de l'austérité, ils risquent de connaître le même sort...

Le jeune député Dimitris Kodelas y est allé également de son commentaire, sur son compte Facebook. « *Nous n'avons pas le droit de contrecarrer les attentes de notre peuple en terminant le programme laissé par nos prédécesseurs pro-austérité*, a-t-il écrit ce mardi matin. *Je continue de penser que pour la survie, la dignité et la reconstruction du pays, la condition est la libération du régime d'austérité.* »

Chez les électeurs, dont une majorité se dit toujours prête, dans les sondages, à voter Syriza, nul doute que la signature d'un accord en contradiction totale avec les promesses de campagne pourrait provoquer un profond désaveu. Stathis Kouvelakis, membre de l'aile gauche du parti, en appelle à la mobilisation. Dans un post sur Facebook il écrivait, à l'issue de la réunion de l'Eurogroupe lundi soir : « *Inutile de dire que toutes les « lignes rouges » ont été franchies et que très peu relève du programme de Syriza. Inutile aussi de dire qu'une nouvelle « purge » de 8 milliards d'euros dans un pays qui a déjà perdu 25 % de son PIB ne peut que conduire à une nouvelle récession, à la pauvreté et au chômage. Mais, bien sûr, cela est encore insuffisant pour la Troïka. L'UE suit strictement la ligne des soixante-huitards italiens : « Tutto vogliamo »/« Nous voulons tout ! » Et cela marche, puisqu'à chaque fois, ils parviennent à obtenir encore plus de concessions sans faire la moindre de leur côté ! Nous devons arrêter cette spirale infernale avant qu'il ne soit trop tard ! Il est plus que temps pour les mouvements sociaux et les forces combattives de la gauche de se réveiller et de se battre !* »

Si le nouvel accord entre Athènes et ses créanciers fait planer le risque d'une scission de Syriza, au centre, certains profiteraient volontiers d'une reconfiguration de l'échiquier politique et se verraient bien gouverner aux côtés de Tsipras. Signe qui ne trompe pas, le chef du PASOK Evangelos Venizelos a publié ce mardi un communiqué qui dit en creux son soutien au prochain accord. « *La seule solution pour la dette, c'est de continuer sur les bases de 2012. Le gouvernement est obligé d'admettre une vérité historique qu'il a calomniée et camouflée.* »

De son côté, Stavros Theodorakis, le leader de Potami (« La rivière », petit parti libéral formé l'an dernier autour de figures du milieu entrepreneurial et des médias), a déjà dit la semaine dernière qu'il était prêt à voter pour l'accord qui serait conclu entre Athènes et ses créanciers. Il a même été reçu par Jean-Claude Juncker, avec qui il a discuté programme d'investissement... signe que le président de la commission mise peut-être déjà sur une future coalition. Reste qu'au sein de Syriza, une telle alliance signifie un recentrage qui fait grincer des dents, bien au-delà de la seule aile gauche du parti. Si une coalition avec la droite souverainiste et anti-austérité d'ANEL a été formée en janvier, c'est parce que Syriza dans son écrasante majorité excluait toute alliance avec le PASOK (considéré comme responsable de la mise sous tutelle du pays) et avec Potami (considéré comme un parti pro-austérité).

Le porte-parole du gouvernement Gabriel Sakkelaridis a prévenu ce mardi matin : si l'accord n'obtient pas de majorité à la Vouli, de nouvelles élections anticipées seront convoquées. Les voix de Potami et du PASOK suffiront-elles à compenser les pertes de Syriza ? Ou le gouvernement Tsipras

cherche-t-il précisément à provoquer de nouvelles élections pour pouvoir s'appuyer sur une majorité absolue ? Le pari peut sembler périlleux... Mais il n'est pas à écarter.

AMÉLIE POINSSOT

P.-S.

*

<http://www.mediapart.fr/journal/international/230615/grece-syriza-se-dechire-sur-laccord-en-negociation-bruxelles>